

**DIRECTION DE LA CITOYENNETÉ  
ET DE LA LEGALITÉ  
Bureau de la Réglementation  
Et des Elections**

Le Préfet de Saône-et-Loire,  
Chevalier de la Légion d'Honneur,  
Officier de l'ordre National du Mérite,

**Propositions de prescriptions complémentaires  
suite à modification de phasage**

SAS GRANULATS BOURGOGNE AUVERGNE  
Lieu-dit « Pont de Colonne »  
21230 ARNAY LE DUC

**Établissement :**

Carrière à ciel ouvert  
Lieu-dit « Les Camuzeaux »  
sur le territoire de la commune de Marmagne (71)

N° *DLBENV-2017-131-1*

VU le code de l'environnement, notamment son article R512-31 ;

VU l'arrêté préfectoral n°11-00174 du 19 janvier 2011 de renouvellement et extension d'une autorisation d'exploiter une carrière sur le territoire de la commune de Marmagne au lieu-dit « Les Camuzeaux » délivré à la société SAS GRANULATS BOURGOGNE AUVERGNE ;

VU le Plan de gestion des Déchets des Industries Extractives prescrit par les dispositions de l'article 16 bis de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié, déposé par la société SAS GRANULATS BOURGOGNE AUVERGNE le 14 août 2012,

VU le schéma départemental des carrières de Saône-et-Loire approuvé le 24 avril 2014 ;

VU le dossier de notification de modifications des conditions d'exploitation de la carrière susvisée déposé par la société SAS GRANULATS BOURGOGNE AUVERGNE le 25 avril 2016 et complété le 7 novembre 2016 ;

VU le rapport et les propositions de l'inspection des installations classées le 26 janvier 2017 ;

VU l'avis du 24 mars 2017 de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites – Formation Carrières – au cours de laquelle le demandeur a été entendu ;

VU le projet d'arrêté porté à la connaissance du demandeur le 29 mars 2017,

VU les observations transmises par le demandeur le 10 avril 2017,

Considérant que les modifications prévues par l'exploitant entraînent une évolution du phasage d'exploitation ;

Considérant que la modification du phasage d'exploitation nécessite la réévaluation du montant des garanties

financières prévues à l'article 1.6.2 de l'arrêté préfectoral n°11-00174 du 19 janvier 2011 susvisé ;

Considérant la réévaluation du montant des garanties financières fournie par l'exploitant dans son dossier de notification de modification des conditions d'exploiter susvisé ;

Considérant que :

- les modifications prévues par l'exploitant imposent le report de la remise en état de la parcelle cadastrée « section C n°632 », en annexe 1 du présent arrêté, au-delà du délai fixé en application de l'article 1.2.3 de l'arrêté préfectoral n°11-00174 du 19 janvier 2011 susvisé ;
- que ce délai avait été prescrit en cohérence avec les exigences du schéma départemental des carrières ;
- que le schéma départemental des carrières révisé susvisé n'a pas repris les dispositions ayant conduit à prescrire une remise en état anticipée de la parcelle C n°632 ;

Sur proposition du secrétaire général de la Préfecture de Saône-et-Loire

## ARRETE

### Article 1 :

La société SAS GRANULATS BOURGOGNE AUVERGNE est tenue, en ce qui concerne sa carrière située sur le territoire de la commune de Marmagne au lieu-dit « Les Camuzeaux », de respecter les prescriptions des articles suivants.

### Article 2 : Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées

Les prescriptions de cet article se substituent aux dispositions de l'article 1.2.1. de l'arrêté préfectoral n°11-00174 du 19 janvier 2011.

Désignation et capacité des installations	Rubriques nomenclature	Régime
Exploitation de carrière d'une capacité de production moyenne de 400 000 t/an et maximale de 500 000 t/an.	2510-1	A
Installations de broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux minéraux et autres produits minéraux naturels ou de déchets non dangereux inertes d'une puissance totale de 1505 kW.	2515-1-a	A
Station de transit de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes dont la superficie de l'aire de transit est de 55 000 m <sup>2</sup> .	2517-1	A
Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution : essences et naphthas, kérosènes, gazoles, fioul lourd...		
La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations, y compris dans les cavités souterraines, étant :		
1- Pour les stockages enterrés : 45 tonnes	4734-1	NC
2- Pour les autres stockages : 2,16 tonnes	4734-2	NC
Station-service : installations où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à carburant de véhicules à moteur. Le volume annuel de carburant liquide distribué est de 250 m <sup>3</sup> .	1435	NC
Installation de compression fonctionnant à des pressions effectives supérieures à 10 <sup>5</sup> Pa d'une puissance de 11kW.	2920	NC
Atelier de réparation et d'entretien de véhicules et d'engins à moteur d'une surface de 350 m <sup>2</sup>	2930	NC

*A : autorisation, NC : installations et équipements non classés mais proches ou connexes des installations du régime A*

Autre activité : activité d'apport de déchets inertes par des clients du bâtiment et des travaux publics aux fins de la remise en état de la carrière et dans les quantités précisées à l'article 7 du présent arrêté.

### **Article 3 - Phasage**

Les prescriptions de cet article se substituent aux dispositions de l'article 1.2.3 de l'arrêté préfectoral n°11-00174 du 19 janvier 2011.

L'exploitation se déroule suivant les plans en annexe 2 du présent arrêté, en 6 phases principales successives, la première phase d'exploitation s'étant achevée le 31 décembre 2015, conformément au dossier de demande de modifications des conditions d'exploitation susmentionné et conformément au tableau suivant :

Phase	Date prévisible de début de la phase	Surface nouvellement mise en exploitation <sup>(*)</sup> (m <sup>2</sup> )	Dont extension	Quantité à extraire (tonnes)
1 <sup>(*)</sup>	2011	22 500	5 000	1 100 000
2	2016	43 283	5 000	2 000 000
3	2021	0	0	2 000 000
4	2026	14 746	0	2 000 000
5	2031	0	0	2 000 000
6	2036	0	0	1 500 000
	Totaux	80 529	10 000	10 600 000

(\*) phase d'exploitation terminée.

(\*\*) surface nouvellement mise en exploitation = surface qui, lors de la phase quinquennale précédente, n'avaient fait l'objet, ni de travaux d'exploitation, ni de travaux de remise en état et qui font l'objet de travaux d'exploitation au cours de la phase quinquennale considérée.

L'exploitation de la phase  $n+2$  ne peut être engagée (extraction) que dans la mesure où les travaux de remise en état de la phase  $n$  sont achevés.

Douze mois avant l'arrêt de l'exploitation, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt et procède aux démarches prévues aux articles R512.39.1 à R512.39.6 du code de l'environnement.

### **Article 4 – Garanties financières**

Les prescriptions de cet article se substituent aux dispositions du Chapitre 1.6 de l'arrêté préfectoral n°11-00174 du 19 janvier 2011.

#### *Article 4.1 – Objet des garanties financières*

Les garanties financières définies dans le présent arrêté s'appliquent pour les activités visées à l'article 2 et suivant le phasage défini à l'article 3 de manière à permettre, en cas de défaillance de l'exploitant, la prise en charge des frais occasionnés par les travaux permettant la remise en état du site.

#### *Article 4.2 – Montant des garanties financières*

Le montant des garanties financières est indiqué dans le tableau ci-dessous pour chaque phase :

Périodes considérées	Montants (en euros TTC)
<i>Phase 1</i>	<i>Phase terminée</i>
<b>Phase 2</b>	1 103 720
<b>Phase 3</b>	1 114 253

<b>Phase 4</b>	1 017 164
<b>Phase 5</b>	877 027
<b>Phase 6</b>	874 490

Les montants ci-dessus ont été déterminés avec un indice TP01 égal à 102,3 correspondant au mois d'août 2016 (coefficient alpha égal à 1,0879). Le montant des garanties financières inscrit dans le tableau ci-dessus correspond au montant de référence qu'il convient de réactualiser selon les prescriptions de l'article 4.4.

#### Article 4.3 – Établissement des garanties financières

Dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant adresse au Préfet :

- le document attestant la constitution des garanties financières établie dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 ;
- la valeur datée du dernier indice public TP01.

Ces documents doivent être conformes aux dispositions de l'annexe de l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 fixant le modèle d'acte de cautionnement solidaire.

À l'exception de l'acte de cautionnement correspondant à la phase 2 d'exploitation qui s'achèvera en janvier 2021, la durée de validité de l'acte de cautionnement ne peut être inférieure à 5 ans.

#### Article 4.4 – Renouvellement des garanties financières

Le renouvellement des garanties financières doit intervenir au moins six mois avant la date d'échéance de l'acte de cautionnement prévue à l'article 4.3.

Pour attester du renouvellement des garanties financières, l'exploitant adresse au Préfet, au moins six mois avant la date d'échéance, un nouveau document dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012.

#### Article 4.5 – Actualisation des garanties financières

L'exploitant est tenu d'actualiser le montant des garanties financières et en atteste auprès du Préfet dans les cas suivants :

- tous les cinq ans au prorata de la variation de l'indice publié TP 01 ;
- lorsqu'il y a une augmentation d'au moins 15 % de l'indice TP01 sur une période inférieure à cinq ans. L'actualisation est alors réalisée dans les six mois qui suivent cette augmentation.

L'actualisation des garanties financières doit être faite à l'initiative de l'exploitant.

#### Article 4.6 – Révision du montant des garanties financières

Toute modification des conditions d'exploitation entraînant la modification du montant des garanties financières doit être portée sans délai à la connaissance du Préfet. Celle-ci ne pourra intervenir qu'après fixation par arrêté complémentaire du nouveau montant des garanties financières et par la fourniture de l'acte de cautionnement solidaire correspondant par l'exploitant.

#### Article 4.7 – Absence de garanties financières

Outre les sanctions rappelées à l'article L516-1 du code de l'environnement, l'absence de garanties financières peut entraîner la suspension du fonctionnement des installations classées visées au présent arrêté, après mise en œuvre des modalités prévues à l'article L.171-8 de ce code. Conformément à l'article L.171-9 du même code, pendant la durée de la suspension, l'exploitant est tenu d'assurer à son personnel le paiement des salaires, indemnités et rémunérations de toute nature auxquels il avait droit jusqu'alors.

#### Article 4.8 – Appel des garanties financières

Le Préfet peut faire appel aux garanties financières :

- en cas de défaillance de l'exploitant, après intervention des mesures prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement, lorsque la remise en état, ne serait-ce que d'une partie du site, n'est pas réalisée selon les prescriptions prévues par l'arrêté d'autorisation ou le plan prévisionnel d'exploitation auquel il se réfère,

- en cas de disparition juridique de l'exploitant.

#### Article 4.9 – Levée de l'obligation des garanties financières

L'obligation de garanties financières est levée à la cessation d'exploitation des installations nécessitant la mise en place des garanties financières, et après que les travaux couverts par les garanties financières ont été normalement réalisés.

Ce retour à une situation normale est constaté, dans le cadre de la procédure de cessation d'activité prévue à l'article R. 512-39-1 du code de l'environnement, par l'inspecteur des installations classées qui établit un procès-verbal de récolement.

En application de l'article R516-5 du code de l'environnement, l'obligation de garanties financières est levée par arrêté préfectoral après consultation des maires intéressés et avis de la commission compétente.

#### Article 5 – Stockage des matériaux

Les prescriptions de cet article se substituent aux dispositions de l'article 2.2.3.4 de l'arrêté préfectoral n° 11-00174 du 19 janvier 2011.

Le stockage des matériaux et des stériles se fait conformément aux emplacements prévus dans le dossier. Les terres et stériles doivent être stockés séparément, ils sont destinés principalement à la remise en état des lieux.

Les terres de découvertes et les stériles sont considérés comme des déchets inertes et des terres non polluées s'ils satisfont aux critères définis à l'annexe 1 de l'arrêté du 22 septembre 1994 modifié. L'exploitant s'assure du respect des critères définis dans l'annexe susvisée.

#### Article 6 – Modification des conditions de remise en état de la carrière

Les modalités de remise en état de la carrière prescrites au chapitre 2.5 - « Remise en état du site » de l'arrêté préfectoral n° 11-00174 du 19 janvier 2011 sont modifiées comme suit (voir plan de remise en état, annexe 3, du présent arrêté) :

##### Article 6.1 – Secteur ouest de la carrière

Les prescriptions de cet article se substituent aux dispositions de l'article 2.5.1.1 de l'arrêté préfectoral n°11-00174 du 19 janvier 2011.

La remise en état du secteur ouest de la carrière sera à priorité végétale. Les deux verses seront boisées dans le prolongement des zones boisées riveraines afin de créer une continuité paysagère.

La verse 1, implantée en périphérie nord/ouest de la fouille, s'établira jusqu'à la phase 4 (soit durant les vingt premières années). Le volume d'accueil de cette verse est de 840 000 m<sup>3</sup>. Dès la fin de la phase 1, la partie inférieure de cette verse sera réaménagée. La remise en état de cette verse se fera en parallèle de l'avancement de l'exploitation et sera terminée au cours de la phase 4. Un fossé latéral existe et collecte les eaux en provenance des terrains voisins à l'extrémité ouest de la verse.

La verse 2 consistera à combler une partie de la fouille à l'ouest. Cette opération commencera dans le courant de la phase 4, lorsque la zone à remblayer aura été entièrement extraite.

Les deux verses, constituées par les matériaux de découvertes, des déchets de production issus de la carrière et par des déchets inertes provenant des chantiers de BTP, seront ensemencées afin d'éviter l'érosion des pentes par les eaux de ruissellement. La densité de plantation sur la verse 1 et au sommet de la verse 2 sera de l'ordre de 2500 plants/hectare avec une proportion d'arbustes de 60 % accompagné de 40 % d'arbres. Le choix des espèces végétales se portera sur l'aulne cordé et blanc, le prunellier, l'alisier blanc et des oiseleurs, le charme, le poirier, le noisetier, le sureau, l'orme...

### Article 6.2 – Secteur est de la carrière

Les prescriptions de cet article se substituent aux dispositions de l'article 2.5.1.2 de l'arrêté préfectoral n°11-00174 du 19 janvier 2011.

La remise en état du secteur Est de la carrière sera à priorité minérale, un modelage du front sera effectué en créant une diversité de hauteurs de gradins. Pour cela, les opérations suivantes seront effectuées :

- abaissements ponctuels de banquettes (rupture de l'horizontalité en agrandissant le gradin supérieur et en réduisant le gradin inférieur),
- talutage partiel de gradins avec des apports de matériaux de remblai. Ces talus seront végétalisés,
- création d'un jeu de falaises par suppression complète de banquette,
- introduction sur les banquettes de merlons de terre végétalisées.

La remise en état de la partie sommitale du front de taille (en limite Sud d'extraction) sera réalisée en fin de phase 3 et début de phase 4.

La restitution de milieux propices pour la faune présente sur le site sera réalisée (annexe 4) :

- création d'éboulis favorables aux reptiles (mises en place sur les banquettes résiduelles),
- création de falaises favorables aux oiseaux rupestres comme le hibou grand duc et l'hirondelle des rochers (le sous-cavage est interdit),
- maintien de banquettes horizontales rocheuses favorables aux petits gravelots,
- création de mares favorables aux amphibiens (aux abords du plan d'eau, sur les verses et sur la plateforme de traitement résiduelle).

### Article 7 – Remise en état, remblayage de la carrière et stockage de déchets inertes

Le tableau ci-après remplace celui figurant au 3<sup>ème</sup> alinéa de l'article 2.5.3 de l'arrêté préfectoral n°11-00174 du 19 janvier 2011.

Phase	Découverte et matériaux non valorisables (en m <sup>3</sup> )	Apports extérieurs (en m <sup>3</sup> )
<i>Phase 1 (*)</i>	64 840	17 965
Phase 2	90 000	120 000
Phase 3	130 000	200 000
Phase 4	210 000	200 000
Phase 5	110 000	200 000
Phase 6	40 000	200 000
<b>Volume total</b>	<b>644 840</b>	<b>937 965</b>

(\*) phase d'exploitation terminée.

### Article 8 : Droit des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent exclusivement réservés.

### Article 9 : Délais et voies de recours

En application des articles L. 514-6 et R.514-3-1 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré au tribunal administratif de Dijon :

1° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions ;

2° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur

a été notifiée.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté portant enregistrement de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois, prolongeant de deux mois les délais mentionnés au 1° et 2°.

#### **Article 10 : Exécution et copies**

M. le secrétaire général de la préfecture de Saône-et-Loire, M. le maire de Marmagne, M. le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne-Franche-Comté, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont copie sera faite à M. le responsable de l'unité départementale de la DREAL à Mâcon.

2

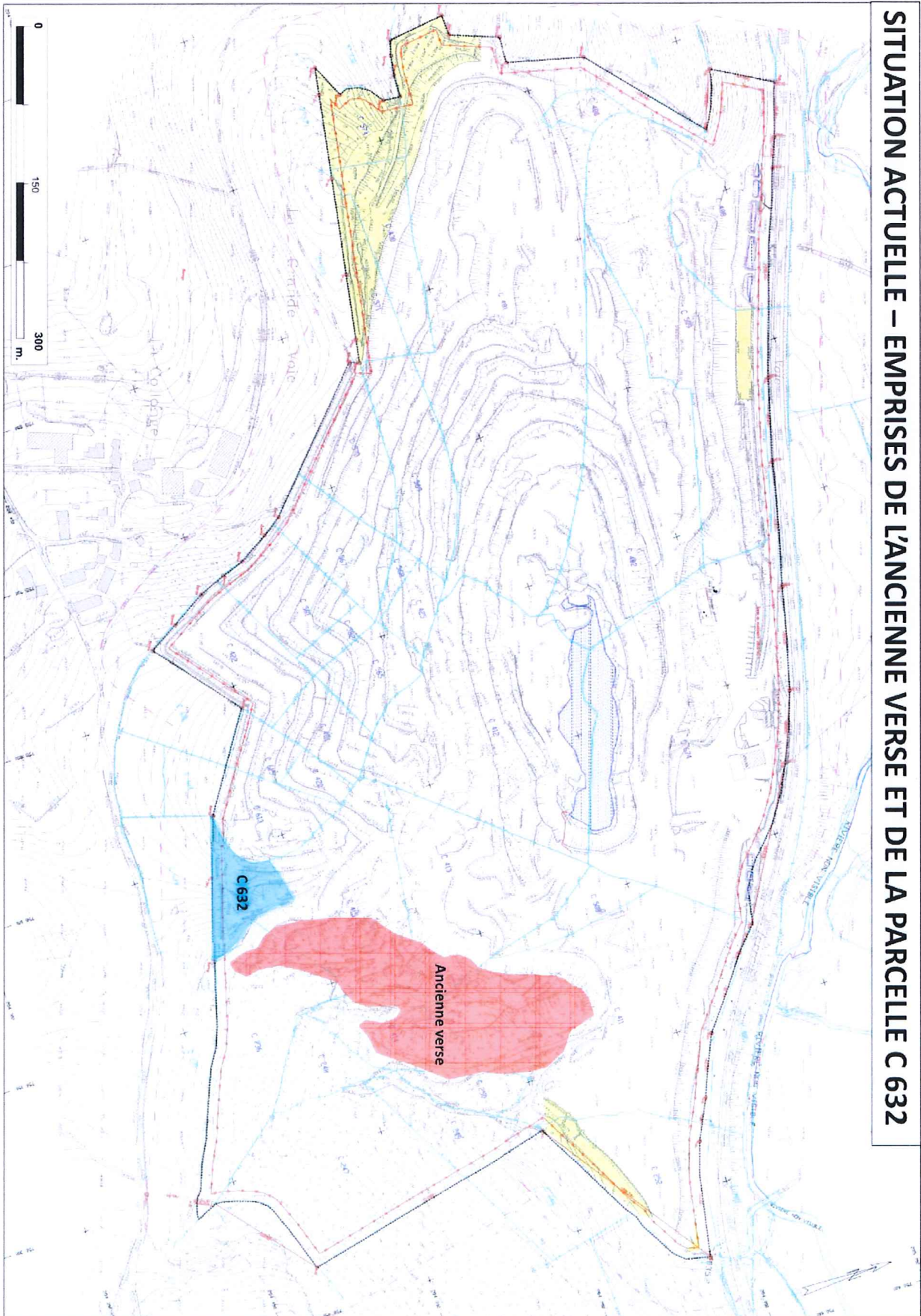
Fait à Mâcon, le **11 MAI 2017**  
Le préfet,

Pour le préfet,  
le secrétaire général de la  
préfecture de Saône-et-Loire

Jean-Claude GENEY



## ANNEXE 1 – Emprise de l'ancienne verse et position de la parcelle C n°632

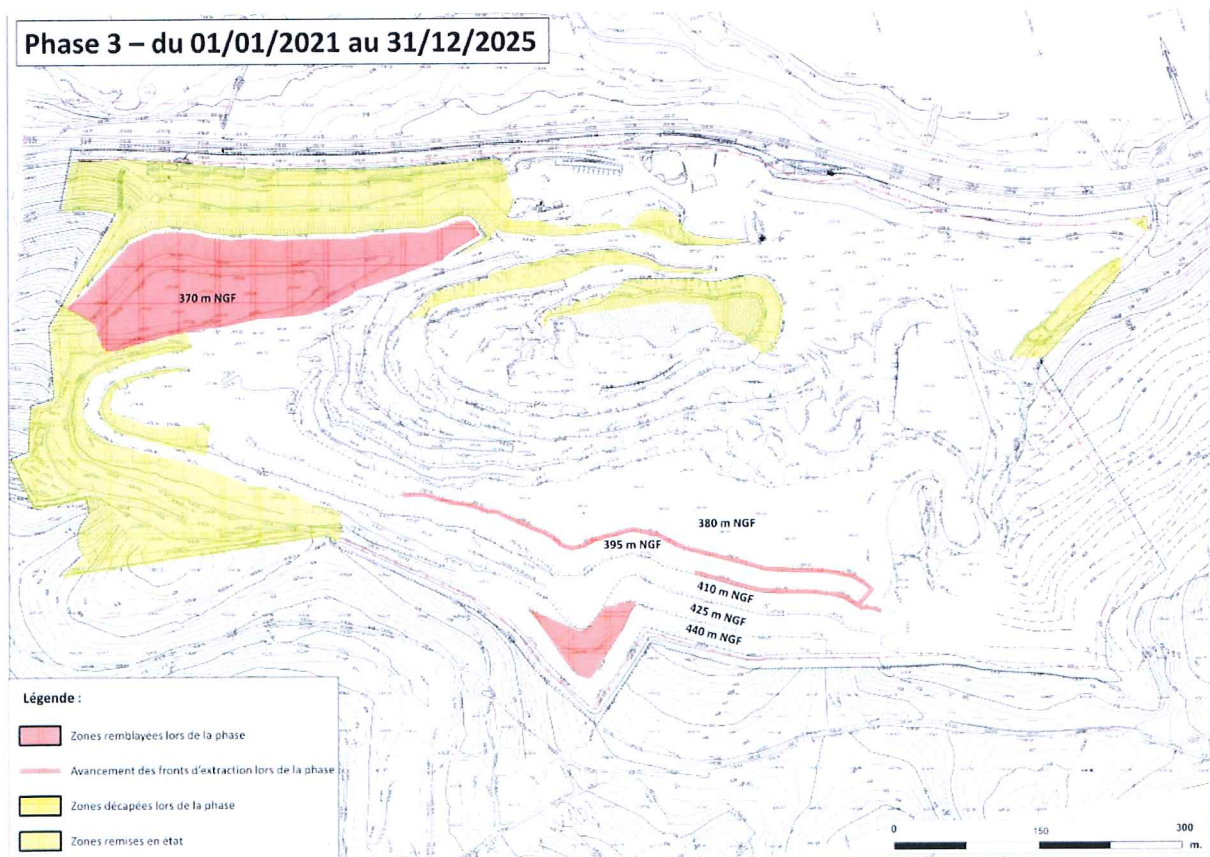
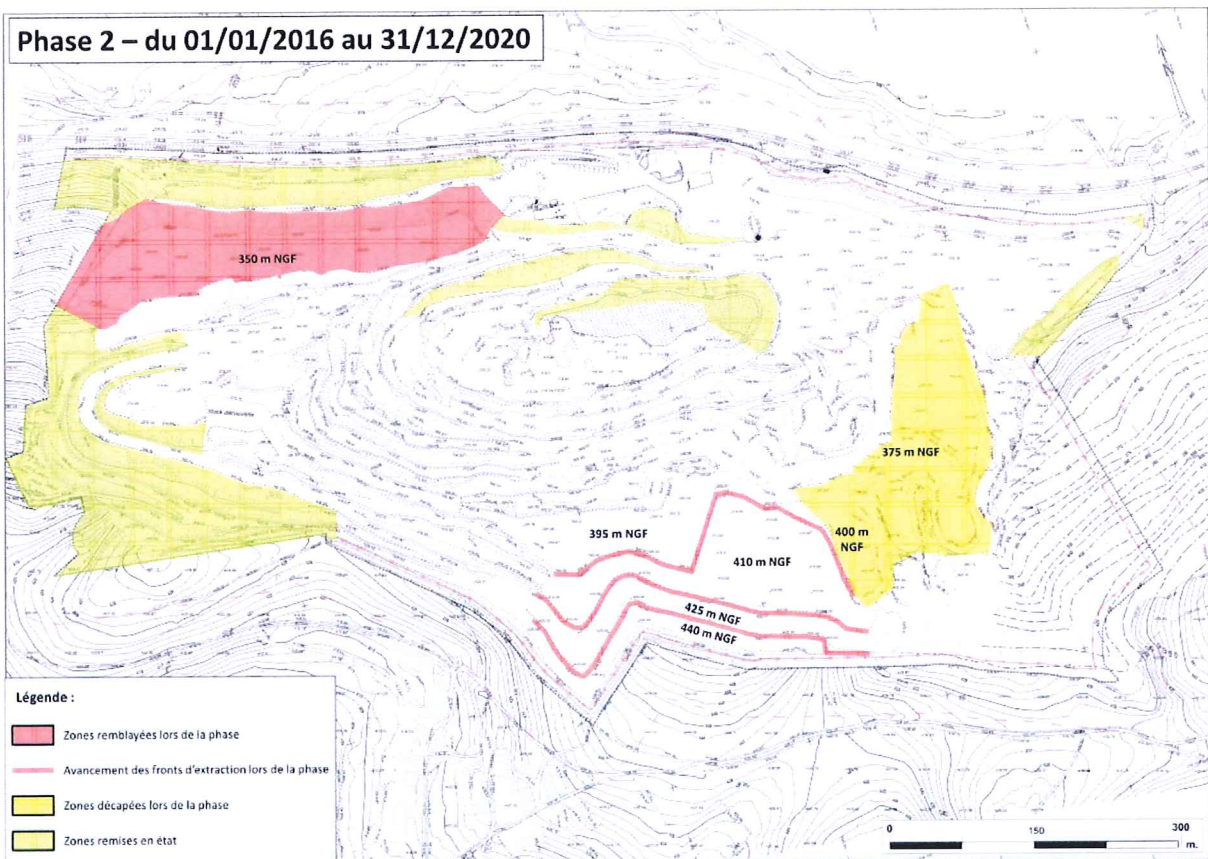


Vu pour être annexé à  
notre arrêté en date de ce jour  
Mâcon, le 11 MAI 2017

Pour le préfet,  
le secrétaire général de la  
préfecture de Saône-et-Loire  
Jean-Claude GENEY



## ANNEXE 2 – PLANS DE PHASAGE MODIFIES-PHASES 2 A 3

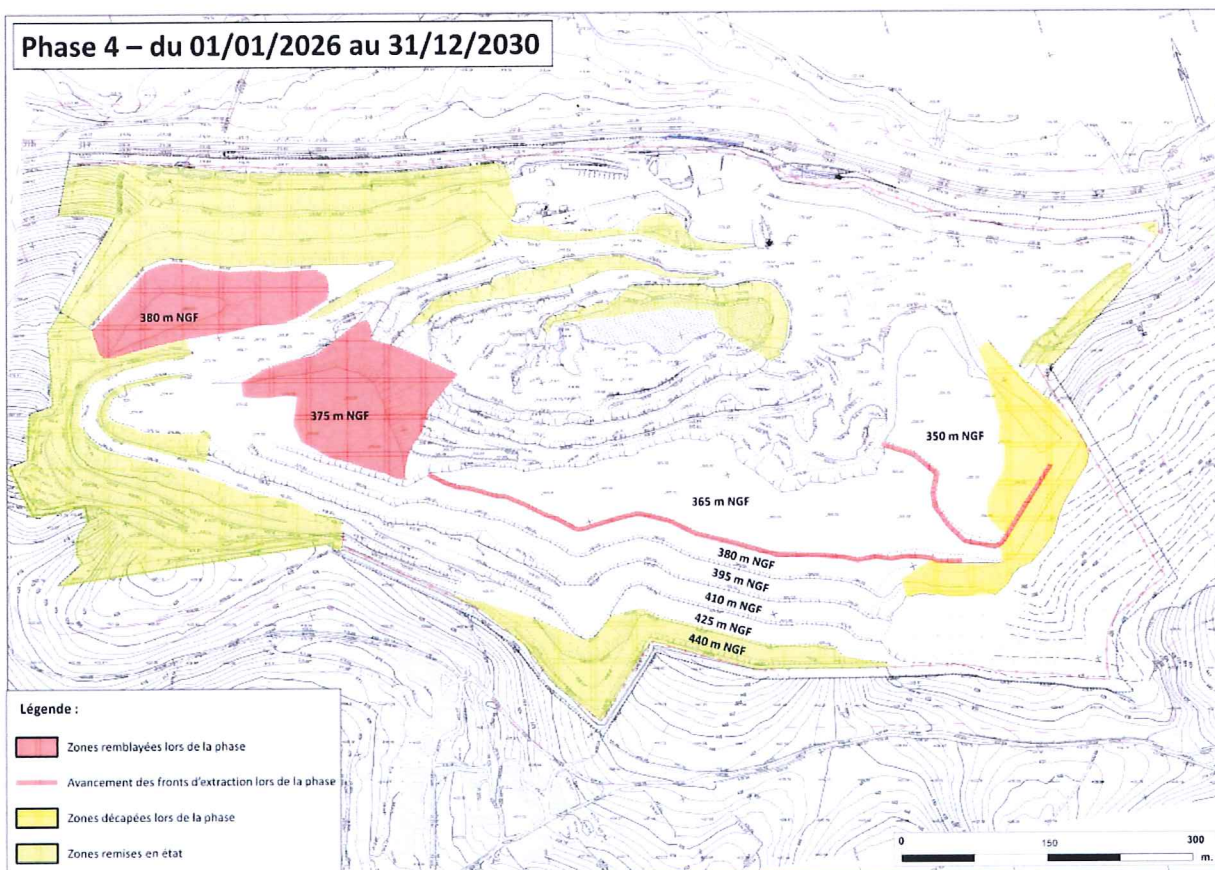


Vu pour être annexé à  
notre arrêté en date de ce jour pour le préfet,  
Mâcon, le 11 MAI 2017 Général de la  
Saône-et-Loire  
Claude GENEY

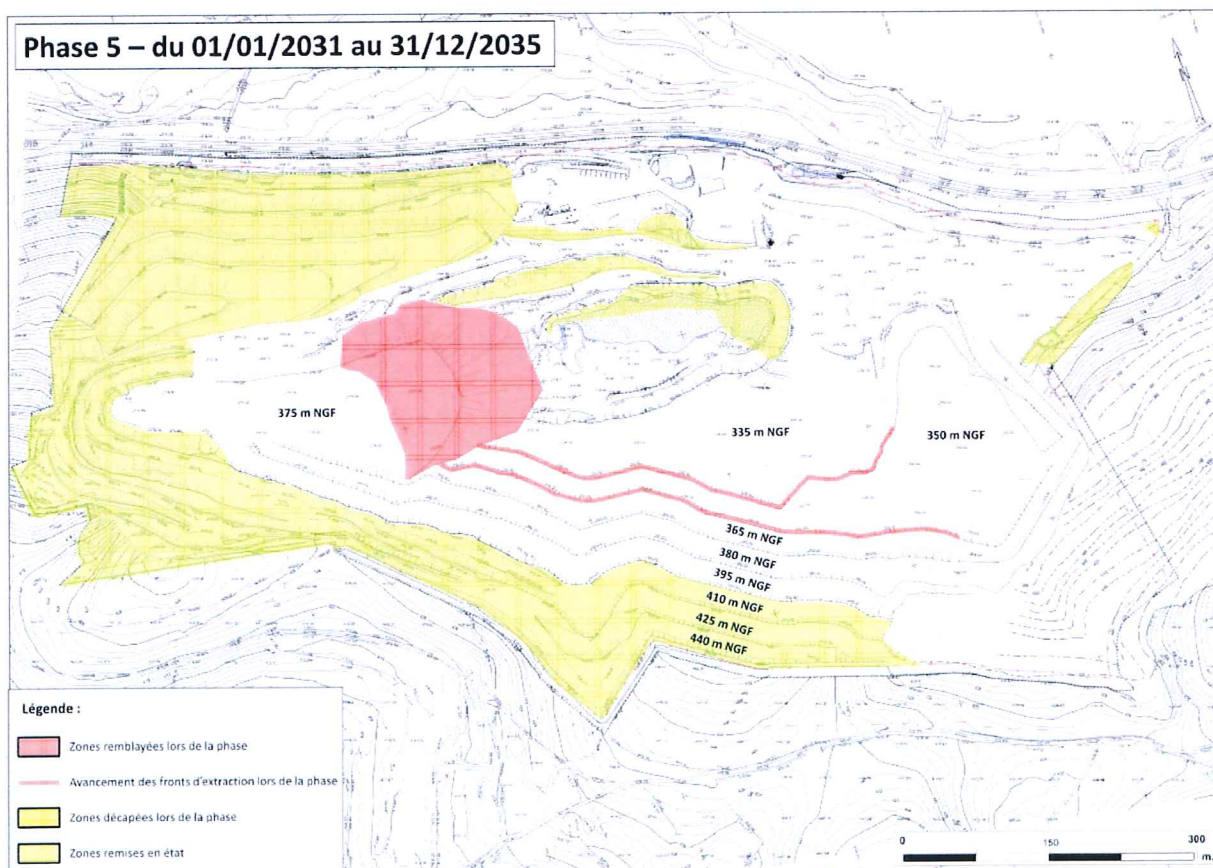


## ANNEXE 2 suite – PLANS DE PHASAGE MODIFIES-PHASES 4 A 5

## Phase 4 – du 01/01/2026 au 31/12/2030



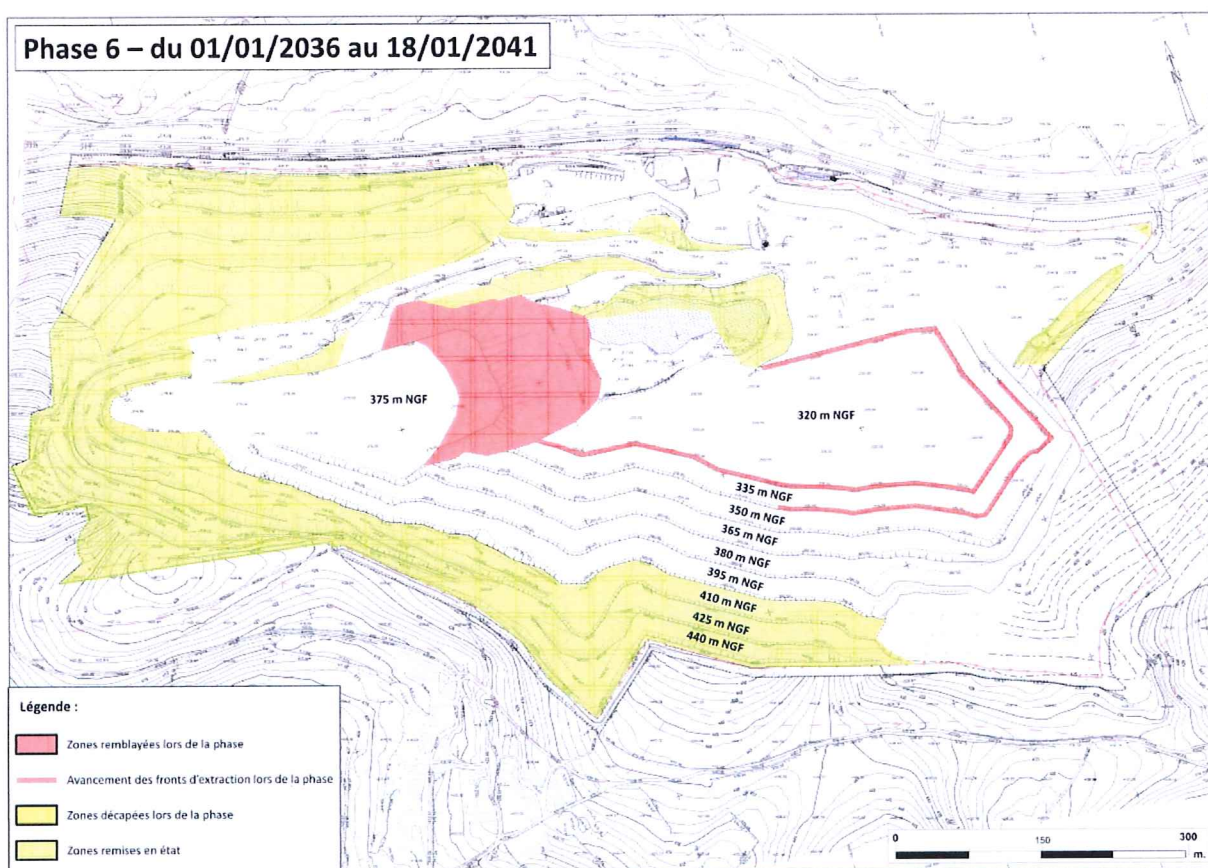
## Phase 5 – du 01/01/2031 au 31/12/2035



Vu pour être annexé à  
notre arrêté en date de ce jour  
Mâcon, le 11 MAI 2017

Pour le préfet,  
le secrétaire général de la Préfecture  
de Saône-et-Loire  
Jean-Claude GENEY

## ANNEXE 2 suite - PLANS DE PHASAGE MODIFIES-PHASE 6



*Vu pour être annexé à  
notre arrêté en date de ce jour*

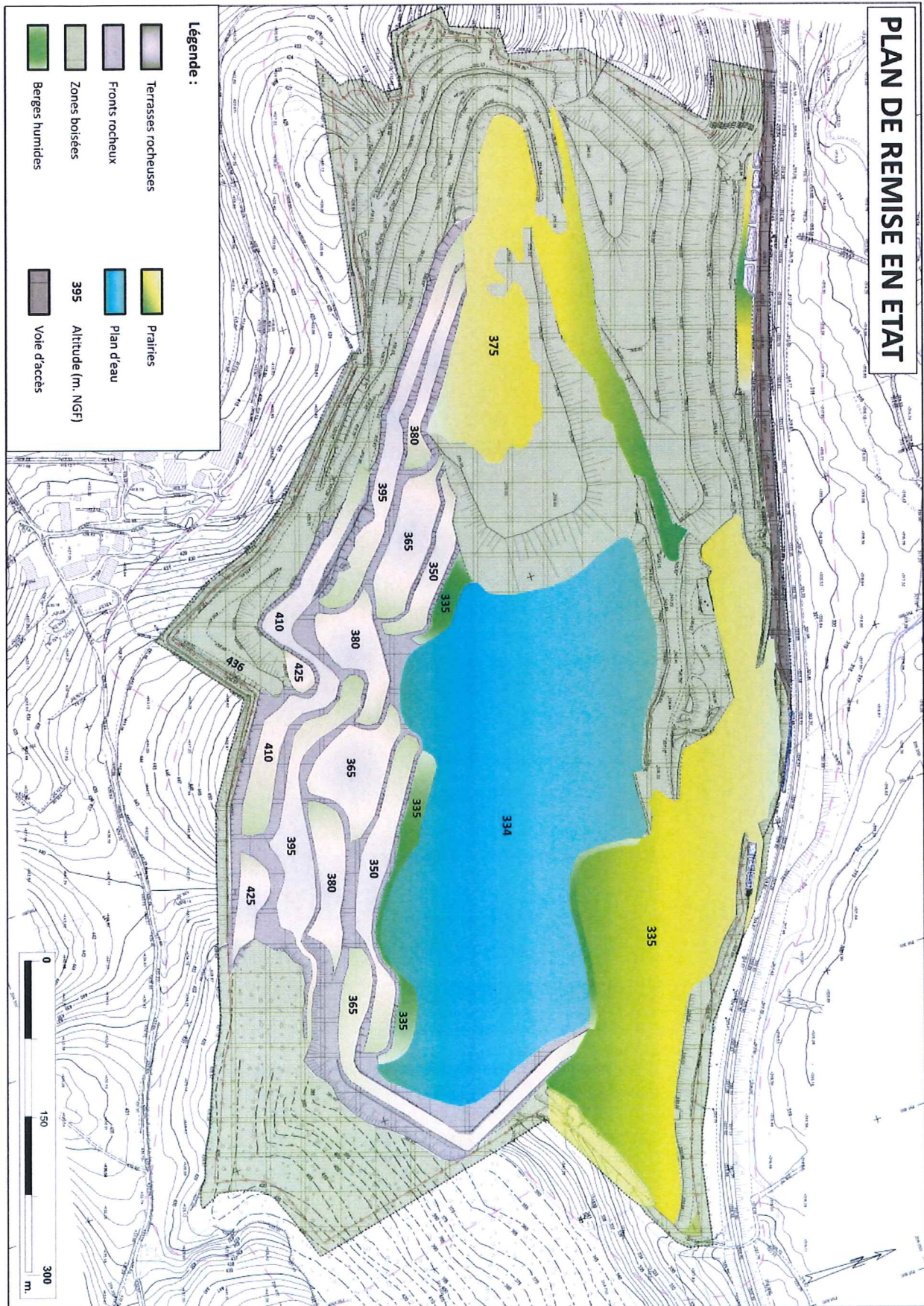
*Mâcon, le 11 MAI 2017.*

*Pour le préfet,  
le secrétaire général de la  
préfecture de Saône-et-Loire*

*Jean-Claude GENEY*



## ANNEXE 3 – PLAN DE REMISE EN ETAT



Vu pour être annexé à  
notre arrêté en date de ce jour  
Macon, le 1<sup>er</sup> Mai 2017 Pour le préfet,  
général de la  
préfecture de Saône-et-Loire

Jean-Claude GENEY